

# Ecologie, climat : l'effondrement n'est pas inéluctable

La panique de la collapsologie est tout aussi paralysante que les certitudes des climatocéphes, affirment **six chercheurs** qui plaident pour une mobilisation concertée alliant militantisme citoyen, décideurs politiques et entreprises

Certes, un effondrement est possible ; mais, non, il n'est pas certain. Ses zéloteurs peuvent le qualifier d'imminent, affirmer qu'il surviendra dans quelques décennies, sans toujours préciser ce dont il s'agit. En vérité, il n'y a sans doute pas un, mais des effondrements partiels dont l'accumulation finirait par rendre impossible une vie humaine décente. Or rien n'est inéluctable.

Les exemples sont nombreux où des humains, conscients de situations dramatiques, agissent pour rétablir la situation et limiter les conséquences prévisibles de leurs erreurs. Le Japon de l'ère Tokugawa, au XVII<sup>e</sup> siècle, a échappé à la déforestation de l'archipel grâce à une politique volontariste. La croissance du trou de la couche d'ozone, principal problème environnemental planétaire il y a une trentaine d'années, a été stoppée ; si nous restons vigilants, ce problème devrait être résolu vers 2060. Le Rhin, gigantesque égout à ciel ouvert il y a trente ans, est aujourd'hui dépollué de la source à l'embouchure.

Dans ces deux derniers cas, la « trilogie de la gouvernance » a fait merveille. Se sont associés des militants d'ONG – lanceurs d'alerte, témoins de la pertinence des actions entreprises –, des responsables d'Etat et d'agences internationales, qui ont orienté durablement des politiques publiques, et enfin des industriels, qui ont mis leurs capacités de financement et d'innovation au service de l'intérêt général.

Nous sommes aujourd'hui confrontés au plus grand problème environnemental de l'histoire humaine : le dérèglement climatique, qui aggrave la destruction en cours des écosystèmes naturels. Face à ce défi, deux perspectives radicalement différentes s'offrent.

La première pousse à l'extrême la stratégie de communication catastrophiste, pensant que c'est le meilleur moyen de faire évoluer mentalités et comportements. Or les recherches en sciences sociales révèlent que si ce type de communication augmente la prise de conscience, elle diminue, en général, l'engagement comportemental. Le climatologue Michael Mann écrit : « Si le changement climatique est un canular (comme l'a affirmé le président Trump) ou s'il échappe à notre contrôle (comme le dit



**LES EXEMPLES SONT NOMBREUX OÙ DES HUMAINS ONT AGI POUR RÉTABLIR LA SITUATION ET LIMITER LES CONSÉQUENCES DE LEURS ERREURS**

McPherson [qui prédit la possible extinction de l'humanité vers 2030]), il n'y a évidemment aucune raison de réduire les émissions de carbone. (...) Il est encore temps d'éviter les pires ré-sultats, si nous agissons vigoureusement, non à partir de la peur, mais de la confiance que l'avenir est largement entre nos mains » (« *Doomsday scenarios are as harmful as climate change denial* », Michael Mann, Susan Hassol et Tom Toles, *Washington Post*, 12 juillet 2017).

## Amour de la vie

La seconde perspective invite chacun à agir, du plus humble citoyen aux plus hauts décideurs politiques, financiers et industriels. Elle nous invite à une double lucidité sur les risques écologiques majeurs qui nous menacent si nous n'agissons pas maintenant, et sur la force de résilience de l'humain et de l'ensemble du vivant.

Au niveau des décideurs, il est temps de tout mettre en œuvre pour financer la transition écologique. L'argent ne manque pas, et différentes solutions techniques ont été proposées. Nous avons besoin d'une orientation déterminée et vigoureuse des instruments et des normes économiques et financiers mobilisant les entreprises vers une économie bas carbone, et accompagnant une transition sociale qui sera difficile. La réduction de la place des énergies fossiles dans notre économie est contraire à certains intérêts. Les pouvoirs publics doivent agir avec réalisme et fermeté.

Au niveau des citoyens, faisons connaître les multiples expériences de terrain qui confirment les résultats de nombreuses recherches en psychologie, en particulier les travaux du psychologue américain Tim Kasser : les personnes qui épousent une conception relationnelle de l'existence sont nettement plus heureuses que celles qui s'enferment dans une vision matérialiste et individualiste du monde.

Loin de tout romantisme mièvre, c'est l'expérience concrète de l'amour de la vie, la tendresse partagée entre nous et avec notre environnement – bien plus que la panique face à la fin du monde – qui invitent à agir. Seule la soif d'un monde plus humain peut nous donner l'énergie collective nécessaire à l'invention d'une sobriété heureuse et nous sortir de notre fascination morbide pour l'accumulation de nos déchets. Cet amour peut et doit être exigeant. Le temps presse. ■

**Geneviève Ancel**, cofondatrice des Dialogues en humanité ; **Isabelle Delannoy**, dirigeante fondatrice de DO Green - Economie symbiotique ; **Gaël Giraud**, professeur à l'École nationale des ponts et chaussées ; **Alain Grandjean**, président de la Fondation Nicolas Hulot ; **Jean Jouzel**, directeur de recherche émérite au CEA et membre de l'Académie des sciences ; **Jacques Lecomte**, président d'honneur de l'Association française de psychologie positive

## SOUDAN : LA LEÇON POLITIQUE DES OPPOSANTS

ÉDITORIAL **M**

Ils avaient parfaitement conscience que c'était impossible. En théorie. Et comme la théorie peut parfois se renverser, ils l'ont fait. Telle est la leçon politique administrée par les manifestants soudanais et leurs représentants, qui, sans tirer un coup de feu, ont conduit à la chute d'un pouvoir brutal, celui du président Omar Al-Bachir. C'était le 11 avril. Depuis, le chaos menaçait, et les généraux du Conseil militaire de transition (TMC) ont été à deux doigts, entre manipulations et violences, de s'emparer du pouvoir flottant.

Parfaitement conscients qu'on ne supprime pas une dictature en se débarrassant simplement du dictateur, les dirigeants de la contestation vont s'atteler à présent à reconstruire leur pays. Samedi 17 août, une

« déclaration constitutionnelle » devrait être signée. Elle ouvre la voie à une transition de trois ans et trois mois, voulue longue pour éviter le piège des mouvements similaires, jetés, comme aux fauves, dans des élections, avec pour effet de créer de l'instabilité. Les responsables de la contestation soudanaise ont observé l'échec des « printemps arabes », le retour en force des pouvoirs militaires, comme en Egypte, ou, pire, les guerres allumées en Libye, au Yémen ou en Syrie. Ce fut leur repoussoir.

Pour s'y prendre différemment, ils ont choisi la voie la plus simple : créer un projet politique complet avant que le premier manifestant ne descende dans la rue, en décembre 2018. Penser à tout, les obstacles comme les ambitions. Être prêt à transiger avec l'ennemi, pour gagner un coup sur l'échiquier, avancer. Et, aussi, ne faire aucun mystère sur leurs valeurs, généreuses et universelles. En ces temps où les notions humanistes sont dévaluées par tant de responsables politiques de la planète, les manifestants soudanais ont fait triompher un rêve de monde meilleur, plus juste. On disait encore récemment : progressiste. Le monde, justement, serait avisé de se souvenir que c'est du Soudan qu'est venu, en 2019, le courage de cette leçon de choses.

Aujourd'hui, les pessimistes estiment, sans doute avec raison, que les chances du

camp démocrate, dans la transition mise en place par la « déclaration constitutionnelle », sont encore minces, et que les généraux, qui sont associés à ses structures, vont s'efforcer de tirer les ficelles du nouveau Soudan en se cachant derrière le visage avenant des démocrates. Mais désormais rien ne paraît plus impossible.

Tant d'analystes, tant de responsables sur le continent supposaient Omar Al-Bachir indéclinable. Le général, au pouvoir depuis près de trente ans, avait son fan-club discret. Ne défiait-il pas l'Occident ? En réalité, tout cela n'était qu'illusion. Le pouvoir soudanais était à vendre, et du reste traitait dès que possible avec tous les Etats de la planète selon ses intérêts, occidentaux compris. Il ne devait sa prétendue stabilité qu'à un dosage de brutalité, de divisions entretenues parmi les barons du régime, et à un phagocytage complet de l'économie.

Les manifestants soudanais et leurs représentants n'avaient pas de fusils, mais plusieurs armes. Ils avaient compris, avant tout le monde, combien cette construction était creuse. Ils n'ont eu peur ni de la violence ni des mots pour faire avancer leur « révolution », comme ils l'ont nommée. Les experts diront si le terme est approprié. En l'état actuel des choses, il constitue déjà le mot de passe fiévreux d'un courage soudanais qui pourrait faire des émules. ■

## Ali Vaez L'Europe a un rôle crucial à jouer pour éviter un « 1914 » du Proche-Orient

Pour le spécialiste de l'Iran, le risque d'une déflagration qui embraserait la région, comme l'Europe en 1914, si l'escalade continue entre Washington et Téhéran, n'est pas exclu

Plus d'un siècle après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand qui a plongé l'Europe dans la première guerre mondiale, le Proche-Orient fait face à son propre « 1914 ». Une roquette, un drone abattu ou une mine marine peuvent suffire à déclencher une escalade militaire incontrôlable entre les Etats-Unis et l'Iran. Ce scénario cauchemardesque peut encore être évité et la diplomatie européenne a un rôle crucial à jouer.

Le compte à rebours de la crise actuelle a commencé en mai 2018 quand les Etats-Unis se sont retirés de l'accord nucléaire de 2015 (Plan d'action global commun, PAGC). Téhéran et Washington sont depuis lors enfermés dans une dangereuse escalade. La moindre étincelle pourrait déclencher non seulement un affrontement militaire entre les deux pays, mais aussi une conflagration qui s'étendrait à tous les points de tensions de la région en Irak, au Yémen, en Syrie et au Liban. Comme l'a récemment laissé présager un haut responsable iranien avec qui j'ai pu m'entretenir, « l'administration Trump se trompe lourdement si elle pense que nous allons négocier avec un fusil sur la tempe, ou qu'une guerre qu'ils déclencheraient ne provoquerait que des représailles limitées de notre part. Nous serons dans l'obligation de les dissuader de frapper à nouveau, ce qui signifie leur infliger des dommages importants ».

En Irak, théâtre de la rivalité américano-iranienne depuis l'invasion américaine de 2003, le soutien iranien aux groupes paramilitaires chiites donne à

Téhéran les capacités d'attaquer les intérêts américains tout en maintenant la possibilité plausible de nier toute implication. Une série d'attaques au mortier et à la roquette contre les installations diplomatiques, militaires et pétrolières en Irak cette année ainsi que des tirs de roquettes près de l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad en septembre 2018 ont déjà démontré la réalité de ce scénario.

### Dangereux jeu de chat et de la souris

Un autre détonateur potentiel est la guerre au Yémen, qui pourrait être exacerbée et attiser en retour les tensions entre les Etats-Unis et l'Iran. Les rebelles houthistes, soutenus par l'Iran, multiplient les frappes de drones et de missiles contre l'Arabie saoudite, alliée des Etats-Unis. Si le rythme et la gravité des attaques houthistes continuaient d'augmenter et devaient mener à des pertes humaines du côté saoudien, cela pourrait entraîner des représailles américaines non seulement contre les rebelles yéménites, mais probablement aussi contre l'Iran.

En Syrie, un dangereux jeu de chat et de la souris entre l'Iran et Israël, avec des centaines de frappes aériennes israéliennes contre des cibles iraniennes sur le sol syrien, a mené à un « quasi-état de guerre », selon un responsable israélien. Les anciens schémas d'action limitée et de réaction modérée ne sont probablement pas viables compte tenu de l'aggravation des tensions régionales. Une confrontation américano-iranienne pourrait entraîner à la fois Israël et la Syrie, et l'Iran pourrait décider d'utiliser sa présence militaire accrue dans la région pour riposter. L'inverse peut également se produire : une confrontation Iran-Israël en Syrie pourrait entraîner les Etats-Unis, voire même la Russie.

Au Liban, la stratégie de dissuasion ayant empêché un affrontement entre Israël et le Hezbollah depuis 2006 est en péril. Si les Etats-Unis attaquaient l'Iran, le Hezbollah se sentirait sans doute obligé de frapper Israël, pour ne pas s'aliéner ses principaux bailleurs de fonds à Téhéran alors que Jérusalem, décelant une faiblesse, pourrait saisir cette occasion pour annihiler l'arsenal militaire grandissant du Hezbollah. En mai, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a mis en garde sur les conséquences d'une attaque contre

l'Iran, estimant que cela « signifierait une explosion de toute la région ».

Puisque chacun de ces « points chauds » peut déclencher une confrontation régionale, la désescalade des tensions devrait être une priorité immédiate. Jusqu'à présent, Téhéran, peu désireux d'entamer des négociations directes avec les Etats-Unis tant que la campagne de pression maximale de Washington est en vigueur, a utilisé des intermédiaires tel que le président français Emmanuel Macron et Rand Paul, sénateur républicain du Tennessee, pour explorer les possibilités d'une accalmie. Les deux hommes ont un accès direct au président Trump et peuvent ainsi contourner la résistance interne au sein de son administration envers une détente mutuellement bénéfique avec l'Iran.

Une des possibilités pour une telle désescalade mutuelle serait que les Etats-Unis acceptent de rétablir partiellement leurs dérogations aux sanctions sur les exportations de pétrole iranien, en échange de quoi Téhéran s'engagerait au plein respect de l'accord nucléaire et s'abstiendrait de cibler le transport maritime dans le Golfe. Les diplomates pourraient également faire des progrès dans la libération d'au moins certains des ressortissants américano-iraniens que l'Iran a emprisonnés sur la base d'accusations douteuses. En d'autres termes, les parties pourraient revenir à une version améliorée du statu quo qui prévalait avant mai 2018, avec l'engagement de reprendre de plus larges négociations dans un format à déterminer. Pour y parvenir, les Etats-Unis doivent modérer leur campagne de pression maximale contre l'Iran en échange de concessions iraniennes tout aussi limitées.

La guerre est encore loin d'être inévitable, mais il suffirait d'une allumette négligemment jetée sur le baril de poudre du Proche-Orient pour la déclencher. La France, qui n'est pas parvenue à arrêter les canons d'août 1914, pourra peut-être stopper les canonnières d'août 2019 dans le golfe Persique. ■

Ali Vaez est directeur du programme Iran à l'International Crisis Group, un think tank américain spécialisé dans la résolution des conflits